

ACTION

LA LETTRE D'INFORMATION D'ACT UP-PARIS

NUMERO 132

EDITORIAL

Nos combats continuent !

Initiée en avril 2015, la relance d'Action sur un rythme presque régulier continue avec ce numéro 132.

Depuis avril, quelques changements ont eu lieu pour l'association : son conseil d'administration a été renouvelé, et son mandat doit être porté à deux ans, condition donnée dans le plan qui sera examiné le 17 septembre. Néanmoins, le nouveau CA entend se placer dans la continuité des actions menées précédemment.

Tout d'abord, par sa volonté d'agir et de continuer le combat, en dépit des difficultés de l'association qui subsistent.

Ensuite, par les axes de l'action de l'association, comme l'a montré l'assemblée générale ordinaire du 1er août qui a repris pour 2015-2016 le double objectif d'éviter de nouvelles contaminations, et d'améliorer l'accès aux soins et la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH.

Continuer ces combats est d'autant plus impérieux que la situation nous interpelle. Comme nous l'ont rappelé des disparitions récentes, et à l'encontre de la plupart des discours entendus, le VIH tue toujours en France aujourd'hui ! Les nombreux témoignages d'homophobie – Act Up-Paris a rejoint les nombreuses associations souhaitant alerter sur ce constat le 17 mai – et plus largement les stigmatisations toujours aussi nombreuses révèlent l'ampleur des obstacles à la prévention et à l'accès aux droits et aux soins. Le contexte austéritaire et sécuritaire est tout autant responsable de situations scandaleuses, à l'instar de la politique de certaines MDPH (cf. p. 2).

Porter l'ensemble de ces discours est apparu délicat au cours des derniers mois, au point qu'à la marche des Fiertés s'est ajoutée une Pride de nuit, plus politique et plus volontaire. À marches différentes, discours et objectifs différents, mais Act Up-Paris a choisi d'être des deux événements, non sans interrogation, de la part de militantEs, sur les fiertés que nous pouvions porter (cf. p. 3).

ConcernéEs, mais non résignéEs, nous souhaitons collectivement rester mobiliséEs, et c'est ce discours que nous porterons le 17 septembre. Si des politiques ambitieuses ont été annoncées pour Paris (voir en p. 2), beaucoup reste à faire, et c'est avec le nom d'Act Up que nous souhaitons pouvoir porter ces combats !

Encore et toujours, ACTION = VIE !

Depuis Action 131

11 avril : Printemps des assocés

17 mai : Journée mondiale de lutte contre l'homophobie, la biEphobie, la lesbophobie et la transphobie

4 juin : 97^e RéPl « IST »

26 juin : Pride de Nuit

27 juin : Marche des Fiertés

D'ici Action 133 (parution prévue en décembre 2015)

8 sept. – 13 oct. : cycle de réunions Paris sans sida

17 septembre : Audience d'examen du plan de redressement de l'association

17 octobre : Existrans

20 novembre : TDOR

25 novembre : journée de lutte contre les violences faites aux femmes

1^{er} décembre : journée mondiale de lutte contre le sida

À chaque ville son plan de lutte contre le sida... au tour de Paris ?

Après les villes de New York, de San Francisco, de Los Angeles, Paris a lancé son plan de lutte contre le sida, « Paris Sans Sida 2030 », dans la lignée des objectifs de l'ONUSIDA 90-90-90.

Les réunions ne font que commencer en ce mois de septembre. Dans l'expectative, les associations sont invitées à proposer leurs idées. Vœu pieux ou réelle volonté politique ? Dans quelques mois, nous aurons la réponse. Act Up-Paris publie ici quelques mesures phares parmi la trentaine que comprend notre plan.

Actions de prévention pour réduire le nombre de nouvelles séroconversions d'au moins 25% à court terme :

1 Campagnes de prévention vers les populations les plus exposées, gay, bi, HSH, trans, travailleuses du sexe, migrantEs, sur le concept de prévention combinée : capotes/gels, dépistages, traitement d'urgence (TPE), traitement comme prévention (TASP), et PrEP

2 Fin des politiques municipales de répression à l'égard des travailleuses du sexe (arrêtés anti-camionnettes, pression quotidienne sur les travailleuses, par ex : Belleville, Bois)

Commission
Prévention
Sexpol

4 Organiser systématiquement par la Mairie de Paris des distributions de préservatifs dans des grands rassemblements (concerts, festivals, parades, etc.) à Paris

8 Ouverture de salles de consommation à moindre risque

10 Programmation culturelle : festival de films sur le sida, festival de films trans par la ville de Paris

Objectif : 90% de personnes séropositives dépistées

12 Inciter au dépistage tous les six mois, chez les jeunes et les seniors

13 Augmenter les plages horaires des centres de dépistage gérés par la ville ; accorder plus de financements au 190 et au Checkpoint

17 Des autotests gratuits et disponibles auprès des services de santé de la ville et des assos

18 Des TROD gratuits dans les centres de don de sang, avant et après le don, et pour les médecins traitants

Influence de la Ville de Paris au niveau national

27 Inciter à l'accès en prison aux dispositifs de prévention (capotes et seringues) et installer des salles de consommation à moindre risque

28 Rétablir les délais légaux d'obtention de l'AAH dans les MDPH (4 mois contre 1 an actuellement à Paris)

Séropos : la MDPH vous préfère mortEs !

Contaminé par le virus du Sida depuis 1983, Marc Sudret avait sollicité l'aide de notre Permanence Droits Sociaux à Act Up-Paris dès janvier 2015 concernant sa Prestation de Compensation du Handicap¹ (PCH) – suite à un contrôle inopiné à son domicile par la MDPH du Lot.

À 8h du matin le 26 Janvier 2015, les représentantEs de la MDPH se sont présentéEs au domicile de Monsieur Sudret et ont trouvé ce dernier à peine éveillé et encore sous les effets secondaires de son traitement extrêmement lourd. Suite à cette visite, une convocation lui a été envoyée pour un rendez-vous le 21 Mai 2015. Malgré une demande de report de ce rendez-vous qui lui a été refusée, la MDPH a pris la décision de lui supprimer la PCH en son absence alors que ses droits étaient ouverts jusqu'en 2016 avant une demande de renouvellement.

Outre le VIH, Monsieur Sudret souffre de multiples pathologies associées telles qu'une toxoplasmose cérébrale, des neuropathies chroniques, des pneumocystoses... Pathologies qui ont grandement affecté son autonomie, ont nécessité une aide pour effectuer les actes vitaux et pour maintenir des conditions de vie décentes.

À l'étonnement majeur de constater la suppression des aides de monsieur Sudret s'ajoute celui d'entendre la directrice de la MDPH expliquer, lors de l'occupation de ces locaux par Act-Up Sud ouest le 15 juin 2015, qu'elle évalue la santé des personnes connues pour être infectées

par le sida sur la base de profils Facebook. Qu'un organisme habilité à réglementairement donner ou retirer un droit utilise ce type de procédé est alarmant.

Suite au recours gracieux déposé le jour de notre intervention à la MDPH, soit le 15 juin, Monsieur Sudret a reçu un nouveau plan de compensation qui divise par 7 le précédent et ne lui permet plus de maintenir son auxiliaire de vie au quotidien.

En dépit de nos interventions visant à corriger les dérapages de la MDPH du Lot, cette dernière reste enfermée dans sa propre doctrine. C'est l'esprit même de la rédaction de la loi de 2005 qui est attaqué par cette MDPH dans sa décision totalement injuste, qui prive des personnes vulnérables des droits élémentaires auxquels elles ont droit.

Les prétextes sont fallacieux pour supprimer et/ou restreindre les droits des PVVIH : une charge virale indétectable et augmentation du taux de leurs CD4, ou bien une prétendue impossibilité de cumuler l'AAH et un emploi.

La mise en place de la Déclaration Trimestrielle de Ressources par décret a plongé de nombreuses PVVIH dans une précarité importante, malgré le fait que beaucoup d'entre elles essaient de continuer à travailler. Pourtant travailler n'interdit en aucun cas de bénéficier de l'AAH.

Le 10 juillet à 14H30 nous assistons Marc Sudret lors de la commission de recours. La situation est tendue, plus de vingt personnes sont dans la salle. La présidente de la CDAPH, Madame Maury, nous fait l'honneur d'être présente. La CDAPH va jusqu'à avouer que les précédentes décisions ont été prises sans certificat médical et que Facebook a bien été utilisé à charge

¹ La prestation de compensation du handicap (PCH) est une aide personnalisée destinée à financer les besoins liés à la perte d'autonomie des personnes handicapées. Cette prestation couvre les aides humaines, aides matérielles (aménagement du logement et du véhicule) aides animalières. Il est possible de bénéficier de la PCH à domicile ou en établissement.

contre monsieur Sudret. Rien ne nous est épargné, mais la vérité fuse enfin...

Il semble que cette CDAPH soit particulièrement mal guidée par ses médecins. En tout état de cause, la bonne évaluation des retentissements de la maladie SIDA de monsieur Sudret en termes de dépendance et de retentissement sur sa sécurité n'ont vraiment pas été évalués à leur juste mesure.

Pourtant, nous avons remis en séance une nouvelle pièce qui atteste que monsieur Sudret a besoin de l'assistance continue et permanente d'une tierce personne. Il a besoin d'être surveillé.

Malgré nos explications et éclaircissements basés sur les techniques d'évaluation dans les référentiels spécifiques, rien n'y aura fait.

Le 15 juillet parvient à Marc Sudret la notification de décision de la CDAPH qui a maintenu sa décision du 25 juin 2015 octroyant, après un premier recours contre l'annulation pure et simple de la prestation, deux heures et demi de PCH par jour au lieu de douze heures.

Désormais, il est seul dans la journée. Il tombe fréquemment. À qui revient juridiquement cette prise de

risque aggravée ? Combien de fois risque-t-il de contacter le SAMU en urgence ?

Il nous semblait indispensable pour que de tels dérapages ne se reproduisent plus, de graver dans la pierre une nouvelle circulaire, mise en place dès le mois de septembre, pour que les viellEux malades soient à l'abri de telles pratiques mortifères. Ces viellEux malades sont traités depuis des dizaines d'années avec un NADIR (résultat personnel le plus bas de CD4) extrêmement faible et ceux qui ont fait des complications, des maladies opportunistes, des récidives.

C'est ce que nous avons obtenu à l'issue d'une réunion au Ministère de la Santé : une mise à jour de la Circulaire DGS-96/10, rebaptisée Circulaire DGS/DGCRS (partenariat avec le ministère et la CNSA) visant le maintien à domicile des PVVIH, dès 2015.

Puisque Marc Sudret a fait le choix de poursuivre, nous l'accompagnerons dans ses démarches. Le défenseur des droits est saisi, un recours au Tribunal du Contentieux de l'incapacité (TCI) est en cours.

A suivre...

Commission Vivre avec

La **Permanence Droits Sociaux** d'Act Up-Paris se tient chaque mercredi, gratuitement et sans rendez-vous, de 13 à 17 heures. Adresse : 8 rue des Dunes 75019 Paris. Accès : Métro Belleville.

Cette permanence est assurée bénévolement par des membres d'Act Up-Paris qui ont, ou ont eu, une expérience des problèmes sociaux que rencontrent les usagerEs de la permanence. Elle a pour but d'accueillir et d'accompagner des personnes séropositives embourbées dans des situations aberrantes.

Fierté ou honte : les LGBTs ont-ielles de quoi être si fièrEs ?

C'est un gay, ancien chroniqueur à *Gay Pied* où il s'en prenait aux folles, qui est devenu l'idéologue du Front National et de la droite xénophobe avec son concept de «grand remplacement». Aujourd'hui le vice-président du Front National est homo et peu du parti s'en émeuvent...

Aux premières élections européennes en 1979 il y avait des candidats homos, c'était la première fois en France. Le FN avait fait un communiqué de menaces: «les candidats homos vont avoir chaud aux fesses »... Bref, l'extrême droite a oublié les épisodes violents comme le raid fasciste de 1978 sur le cinéma la Pagode, lors du premier festival de film homo de Paris ; un spectateur en était resté handicapé à vie.

En 2012, le Front National s'opposait à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, en 2013, Marine Le Pen promettait de l'abolir si elle parvenait au pouvoir. Aujourd'hui des homos sont le fuel de la droite populiste en Europe.

Amère victoire : grâce au combat d'émancipation des LGBT, des gays militent ouvertement à l'extrême droite.

Face à ces ennemis, nous nous préoccuons de l'ossification institutionnelle de nos combats : l'Inter-LGBT reste cantonnée à des positions frileuses, se contente de droits minimaux qui ne concernent que les plus nantiEs, ou du moins les moins exposéEs de la communauté, et a définitivement abandonné toute virulence politique.

À Act Up-Paris on sait par exemple que pendant les années noires de l'épidémie beaucoup dans ce qui était

l'ancêtre de l'Inter-LGBT trouvaient ça « stigmatisant » de lier les homos à la lutte contre le Sida, à la prévention.

Cet esprit timoré demeure et l'Inter-LGBT se positionne – sous son seul mandat – comme interlocutrice privilégiée des LGBT avec les gouvernements et les pouvoirs en place. Si pas mal d'assos peuvent être reçues, seule l'Inter-LGBT est écoutée et prise au sérieux, parce qu'elle n'est plus virulente.

L'Inter-LGBT est devenue le cache sexe arc-en-ciel du PS, ce que SOS Racisme a pu être, en son temps, sur la question du racisme.

Quand quelque chose ne plaît pas au PS, aux gouvernantEs, l'Inter-LGBT se tait. Quand Madame Vallaud-Belkacem reçoit la « communauté LGBT », elle impose de ne pas parler de sida ni de travail sexuel : personne ne regimbe. Silence radio : les deux communautés gays et trans ne pourront pas s'exprimer sur deux sujets qui les concernent pourtant massivement.

PUTES, LGBTs, QUELLE PAROLE ?

La question de la prostitution est parfaitement symbolique de la façon dont les intérêts du gouvernement priment sur le vécu même des gays et des trans.

L'Inter-LGBT refuse de prendre position sur la question et s'affiche simultanément dans des événements abolo-prohibitionnistes et dans d'autres s'opposant à la répression des travailleurSEs du sexe, notamment à la pénalisation de leurs clients.

Alors que toutes les instances de lutte contre le sida, nationales et internationales, (Associations, ONUSIDA, Conseil National du Sida, etc.) ont déclaré que la pénalisation du client sera une catastrophe sanitaire, l'Inter-LGBT reste silencieuse sur la question et tente encore un grand écart impossible, pour ne froisser personne, surtout pas la rue de Solférino.

INTER-LGBT = PLEUTRES

Au moment de la lutte pour le mariage pour touTEs, l'Inter-LGBT a vite baissé les bras, se contentant de se caler sur l'agenda des réactionnaires et sur les promesses revues à la baisse du gouvernement nouvellement en place. IELLEs se sont contentéEs d'organiser deux manifestations, en réaction à celles initiées par La Manif Pour Tous. Nous étions alors plusieurs, orgas et individuEs, à devoir batailler pour que soient intégrées les revendications des sans-papiers et des sexworkers. « L'égalité des droits, ça ne se divise pas ! » affirmions-nous alors. En vain, au final, seul le cortège unitaire dont nous faisons partie portait ces exigences.

C'est Act Up-Paris qui a organisé deux rassemblements, quand, en quelques heures et avec nos pauvres moyens, nous refusons de passer sous silence les actes de vandalisme perpétrés sur le Printemps des Associations et la violente agression de Wilfred de Bruijn, en laissant la rue aux homophobes un 21 avril.

Finalement, le gouvernement est revenu sur ses promesses, notamment celles faites aux trans et aux couples de femmes. L'Inter-LGBT le savait, n'a rien fait, n'a rien dit.

A la Marche des Fiertés suivante, c'est le Collectif Oui Oui qui a investi le carré de tête pour visibiliser les droits des trans et l'accès à la PMA pour les lesbiennes. Il en a fallu du temps pour que l'Inter-LGBT réagisse contre l'abandon de la PMA, et, timidement, sur la loi d'identité de genre pour les trans.

Nous n'allons pas cracher sur le mariage pour touTEs, ce fut une revendication née de la lutte contre le sida quand les séropos se faisaient expulser des apparts à la mort de leur conjoint, mais nous en bénéficions en partie seulement.

La loi d'identité de genre pour les trans qui n'ont pas été stériliséEs est une question de survie. Tous les jours, les associations trans relaient des drames : un jeune trans contraint d'arrêter ses études car son école refuse de bien le genrer, les difficultés d'accès aux soins (psy, gynécologiques, etc.), les violences et les suicides.

INTÉGRATION ?

Un débat parcourait déjà la communauté homo dans les années 70 : fallait-il «s'intégrer», ou fallait-il «désintégrer» la société ?

Act Up-Paris est un groupe de lutte contre le sida. Rejoignez-nous !

Nos réunions ont lieu le jeudi à 19 h 30 au local d'Act Up-Paris, 8 rue des Dunes 75019 Paris (métro Belleville ou Buttes-Chaumont).

Action, la lettre d'information d'Act Up-Paris • Directeur de publication : Mikaël Zenouda • Maquette : Jacques Pisarik, sur un modèle de Laurent Méreur, inspiré par les fondateurTRICEs d'Act Up-Paris • Ont participé à ce numéro : Hélène Hazéra, Cécile Lhuillier, Tom Craig, Frédéric Cohen, Hugues Fischer, Dominique Prochasson, Carole Gaudru, Mikaël Zenouda, Jacques Pisarik • Ce journal est réalisé par les militantEs d'Act Up-Paris. Il ne peut être vendu. La reproduction des articles est autorisée à condition d'en citer la source : Action, la lettre d'information d'Act Up-Paris. CC BY-NC-ND 3.0 • ISSN 1158-2197. Dépôt légal à parution. CCPAP 0613 H 89461.

Consultez nos sites Internet www.actupparis.org et www.reactup.fr

Il n'y a que les universitaires pour cracher sur le « mariage bourgeois » avec leur salaire d'État... Des jeunEs sont aujourd'hui encore jetéEs de chez eLLEux, il y a toujours des discriminations, des violences, des suicides et, historiquement, les gouvernements ont tardé à réagir face au sida, qui frappait notamment les pédés et les trans... et les autres.

Toutefois, c'est le mouvement vers l'intégration qui semble bien parti. Du coup, faut-il se détourner de ceux et celles pour qui c'est plus difficile, et/ou à qui l'incorporation à un modèle majoritaire ne convient pas ? Quelle diversité de la communauté incarne l'Inter-LGBT quand elle refuse l'adhésion d'une association homosexuelle musulmane ?

À Act Up-Paris nous nous sommes toujours battuEs pour la solidarité entre minorités. Comment ne pas réagir quand Valls parle des Roms «inassimilables», nous qui serions en voie d'assimilation ? Comment réagir devant le manque d'accueil des étrangerEs en France, voire le rejet notamment des LGBTs persécutéEs dans leur propre pays, et ici menacéEs d'expulsion ?

Comment réagir devant les institutions de lutte contre le sida en proie à la folie des hauts salaires à 9000 euros par mois pendant qu'un sous prolétariat de la prévention navigue au SMIC et que les petites structures ferment les unes après les autres ?

Comment réagir quand on rencontre l'hégémonie de la Prep qui occulte l'intérêt du préservatif dans la prévention des autres IST ? Comment réagir quand si peu s'intéressent à la question des retraites des viellEux malades ?

Nous avons critiqué l'institution médicale, aux temps héroïques de la lutte désintéressée contre l'épidémie, aujourd'hui nous sommes l'establishment. Le sida aussi est désormais un bassin d'emploi, un réservoir de pouvoir et une nouvelle caste de spécialistes-sachants a prospéré, à côté des multiples petits salaires de la prévention.

Aujourd'hui, parler à la première personne c'est parler à la première personne des autres. Les malades reçoivent des formulaires à remplir (« avez-vous des nausées le matin, à midi, le soir ? »), désormais, leur rôle s'arrête là : des spécialistes savent mieux et leurs connaissances épousent souvent leurs intérêts.

Le mouvement LGBT est à la croisée des chemins. Suivre les sirènes vénéneuses du FN (le parti qui voulait bâtir des sidatoriums !), se laisser endormir par la parole lénifiante des arrivistes dirigeantEs de l'Inter-LGBT, ou se battre encore, avec et pour tout le monde.